

M. Beatty: ... qui coûteraient plus cher que ce que propose le gouvernement? Ou bien est-ce qu'ils supprimeraient le programme de défense pour transférer les fonds aux programmes sociaux?

M. Blackburn: Pourquoi êtes-vous si inquiet?

M. Beatty: C'est pour ça qu'on appelle le NPD le Parti sans défense du Canada.

M. Riis: Il se peut qu'il soit légèrement paranoïaque.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU CHEF DE LA MISSION HINDOUE
SWAMINARAYAN

M. le Président: Je voudrais attirer l'attention des députés sur la présence à la tribune de Pramukh Swami Maharaj, chef de la mission hindoue Swaminarayan.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES TRAVAUX PUBLICS

LES ALLÉGATIONS DE CORRUPTION—ON DEMANDE SI LE
PREMIER MINISTRE A REÇU UN RAPPORT DE LA GENDARMERIE
ROYALE DU CANADA

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. La semaine passée, l'Opposition officielle a soulevé les allégations faites par M. Kealey contre le député de Joliette. En réponse, le ministre des Approvisionnements et Services a dit qu'il ne pouvait pas commenter à cause d'une enquête en cours de la part de la Gendarmerie royale du Canada. Néanmoins, durant la fin de semaine, le premier ministre a qualifié ces allégations comme étant sans fondement. Alors, la question que je veux poser au vice-premier ministre est la suivante: Est-ce que le premier ministre a entre-temps reçu un rapport de la Gendarmerie royale du Canada à ce sujet? Sinon, comment peut-il dire que ces allégations sont sans fondement?

[Traduction]

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, plusieurs députés ont prétendu à la Chambre que quelqu'un possédait des renseignements au sujet d'un méfait. Toutefois, personne n'a osé porter de telles accusations en dehors de la Chambre.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Vous avez changé de ton.

M. McInnes: S'il est vrai que le député dispose de renseignements susceptibles d'aider le gouvernement et la GRC, aurait-il l'obligance de nous en faire part? Cela nous serait très utile.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Vous avez changé de ton.

Questions orales

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU PREMIER MINISTRE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, j'ai des petites nouvelles pour le ministre. Nous avons déjà franchi cette étape. Le 8 juin, le ministre des Approvisionnements et Services a déclaré que la question faisait l'objet d'une enquête et qu'il ne pouvait donc pas commenter davantage. Si tel était le cas, pourquoi le premier ministre, lui, a-t-il commenté l'affaire en précisant, qu'à son avis, les allégations étaient sans fondement? Si une enquête est en cours, le premier ministre acceptera-t-il de retirer son interprétation des faits, voulant que ces accusations soient sans fondement, du moins jusqu'à ce que la GRC ait terminé l'enquête qu'elle est en train de mener selon le gouvernement?

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, le premier ministre a avancé, et je crois que tous les députés de la Chambre en conviendront, que tout homme est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire.

Je tiens à confirmer que la GRC a été saisie de l'affaire. Je veux également informer le député que le monsieur en question, M. Kealey, est venu me rencontrer à mon bureau au sujet de MICOT il y a déjà plusieurs mois et qu'il n'a jamais insinué que quelqu'un au gouvernement se conduisait avec inconvenance.

* * *

[Français]

AIR CANADA

LA PRIVATISATION—LE BILINGUISME—LA POSITION DU VICE-
PREMIER MINISTRE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et concerne sa déclaration de la semaine passée à l'effet que le gouvernement est prêt à considérer les amendements à son projet de loi qui réduirait l'obligation d'Air Canada de rester bilingue. Cette réponse me rappelle l'affaire des Gens de l'air et la crise nationale qu'elle avait entraînée, il y a 10 ans. Est-ce qu'il sera possible pour les employés francophones d'Air Canada de continuer de travailler en français à l'intérieur d'Air Canada si la compagnie est privatisée? Ou est-ce que ce sont seulement les clients d'Air Canada qui auront droit à l'avenir à un service bilingue?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, j'ai répondu vendredi dernier à une question du député d'Ottawa—Vanier qui s'inquiétait de cela. J'ai dit que, dans les circonstances, l'endroit pour soulever cette question est le comité qui étudie le projet de loi et je pense qu'il a été satisfait de cette réponse qui, en ce qui me concerne, demeure.